

manifester qu'une autre nouvelle était transmise : le Führer avait signé, dans la soirée du même jour, 24 août, un décret portant à deux ans la durée du service militaire dans toutes les armes. Ce décret n'était accompagné d'aucun « exposé des motifs », mais la presse officieuse du Reich s'est chargée de le commenter et d'en donner les raisons « justificatives ».

De même que, le 16 mars 1935, lorsqu'il avait rétabli le service militaire obligatoire, le chancelier Hitler avait invoqué l'augmentation de la durée du service en France, de même le nouveau décret ne serait qu'une réplique à la mesure prise le 11 août par les Soviets — abaissement à dix-neuf ans de l'âge de l'incorporation — et qui aurait pratiquement pour résultat de doubler les effectifs de l'armée rouge. L'Allemagne s'est donnée pour tâche de dresser une barrière devant le communisme et d'empêcher la propagation de ce qu'elle tient pour un « virus destructeur de toute civilisation. Elle l'a anéanti entre ses propres frontières. Mais devant la carence des démocraties occidentales — l'exemple de l'Espagne est là pour le prouver — elle est obligée de monter une garde plus vigilante. C'est contre elle que le bolchevisme russe, devenu un redoutable impérialisme, dirigera son principal effort. Elle n'a pas d'autre moyen de se préserver que de se rendre inexpugnable. C'est à quoi tend un réarmement qui n'est pas offensif, mais défensif.

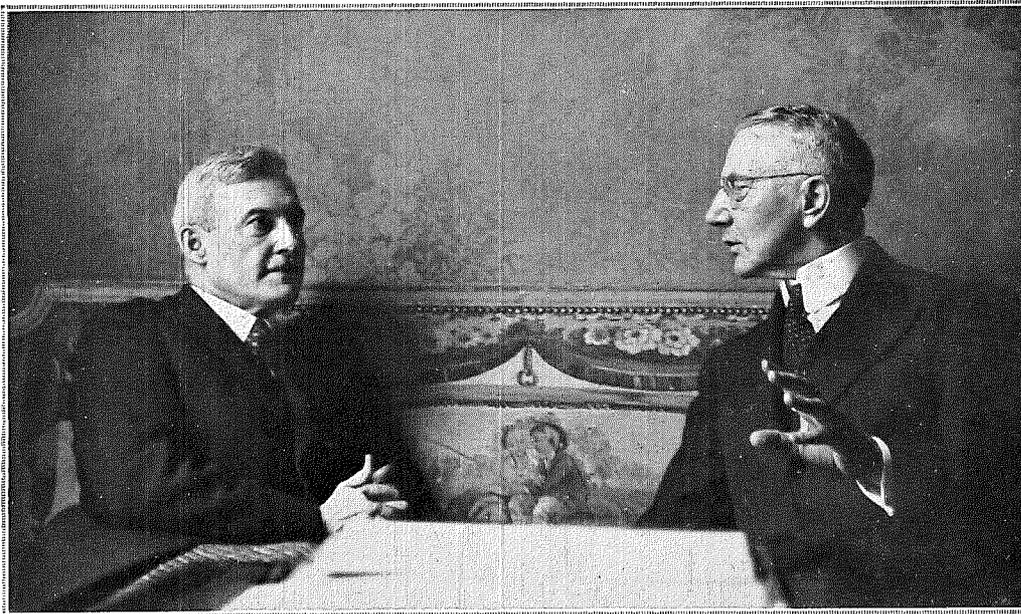
Telle est la thèse allemande. On ne peut toutefois négliger le fait que, par l'élévation de un à deux ans de la durée du service, l'Allemagne se trouvera être la puissance militaire la plus forte du continent. A l'heure actuelle, son armée compte 600.000 à 700.000 hommes, dont la moitié sont des soldats de carrière servant à long terme et l'autre moitié, de jeunes recrues. Les effectifs bruts des prochaines classes à incorporer sont les suivants : 1914, 598.000 hommes ; 1915, 467.000 ; 1916, 354.000 ; 1917, 317.000 ; 1918, 331.000 ; 1919, 492.000 ; 1920, 647.000. Le déchet habituel, grâce à l'excellent état physique des jeunes Allemands, est inférieur à 10 %. L'Allemagne est donc en état, même pendant les années creuses correspondant à la dénatalité de la guerre, d'appeler annuellement 300.000 hommes sous les drapeaux. Son armée permanente va être portée aux alentours d'un million d'hommes, sans tenir compte des formations paramilitaires. D'ailleurs, comme chaque jeune Allemand est astreint à six mois de « service du travail », qui est en réalité une préparation militaire, ce n'est pas deux ans, mais deux ans et demi qu'il servira. Au 1^{er} juillet 1937 les forces instruites de l'Allemagne atteindront leur maximum : elles dépasseront largement un million d'hommes. A ce moment, les fortifications de Rhénanie, auxquelles travaillent avec intensité 120.000 ouvriers, seront terminées. Il en sera de même des fortifications de la Prusse orientale, auxquelles on emploie les chômeurs dantziens. Tout se passe donc comme si, pour l'été prochain, l'Allemagne, étant parvenue au terme de l'œuvre formidable de restauration militaire qu'elle a entreprise depuis deux ans, méditait une foudroyante agression. La situation ressemble étrangement à ce qu'elle était à la veille de la grande guerre et peut éveiller les mêmes inquiétudes.

LA VISITE DU D^r SCHACHT A PARIS

Est-ce pour assoupir ces inquiétudes que le D^r Schacht est venu à Paris ? Il y est arrivé, un peu inopinément, le 25 août. Officiellement, il venait, comme président de la Reichsbank, rendre à M. Labeuryrie la visite protocolaire de courtoisie que le nouveau gouverneur de la Banque de France lui avait faite, ainsi qu'aux autres directeurs des grands instituts d'émission européens, au lendemain de sa nomination. Mais on ne l'attendait pas si tôt.

C'est une personnalité assez curieuse que celle du D^r Schacht. Dictateur économique du Reich, il a été, au cours d'avril dernier, remplacé dans ses hautes fonctions par le général Goering, et l'on en avait conclu un peu hâtivement à sa disgrâce, car il était loin d'être toujours d'accord, sinon sur les principes, du moins sur les méthodes, avec les extrémistes du parti national-socialiste. Mais il est demeuré président de la Reichsbank et il a continué à accomplir d'importantes missions à l'étranger. L'une des plus significatives fut sa tournée des capitales balkaniques.

A Paris, le D^r Schacht s'est efforcé de nous convaincre que les armements allaient ne faire courir aucun danger à la paix. La France, nous a-t-il dit, peut être tranquille, surtout si elle renonce à lier son sort à celui de Moscou. Au surplus, si l'Allemagne s'est tournée tout entière vers les industries de guerre, c'est, a-t-il ajouté, parce qu'elle ne pouvait faire autrement. C'était pour remédier à la terrible crise de chômage dont elle souffre. Elle ne demande pas mieux



M. Labeuryrie, gouverneur de la Banque de France, et le D^r Schacht, président de la Reichsbank.

de se consacrer aux industries de paix, à condition qu'on lui permette de les faire vivre. Il faut, pour cela, assurer des possibilités à ses exportations, lui rendre des colonies et lui ouvrir des crédits. Une coopération économique et financière franco-allemande sera le meilleur gage de la paix.

Le D^r Schacht a-t-il précisé les modalités de cette coopération ? Il semble, en tout cas, qu'elle ne soit réalisable que sur le plan international, par une dévaluation concertée ou, si l'on préfère, un « alignement » des monnaies ayant pour effet une stabilisation générale. Le problème, ainsi envisagé, dépasse de beaucoup le cadre des relations franco-allemandes.

LA POLITIQUE DE LA FRANCE

Mais la première question qui se pose est de savoir dans quelle mesure l'Allemagne est sincère quand elle proteste de ses intentions pacifiques. Il semble que, sur ce point, une divergence assez sérieuse d'appréciation se manifeste, au sein de notre majorité de Front populaire, entre les communistes et les socialistes. Les premiers ne croient pas à la bonne foi hitlérienne. L'Allemagne, pensent-ils, nous tend un piège pour nous détacher de l'alliance russe. Elle veut nous empêcher de secourir la Russie afin de pouvoir mieux l'écraser. Après quoi elle se retournera contre nous. Toute conversation avec elle est donc une duperie. C'est la raison pour laquelle le chef du parti communiste, M. Maurice Thorez, a écrit au président du Conseil une lettre dans laquelle il s'est élevé contre les égards et l'empressement témoignés au D^r Schacht. Les socialistes ne sont pas toutefois de cet avis. M. Léon Blum a répondu à M. Thorez que tant qu'il resterait une réponde d'entente avec l'Allemagne ce serait une faute impardonnable de la laisser perdre.

Dans la conversation avec l'Allemagne la France, d'ailleurs, n'est pas seule. Il y a l'Angleterre, qui n'a pas ressenti moins vivement que nous le contre-coup des derniers événements. Il y a aussi l'Italie, autre puissance « locarnienne ». Une prochaine conférence va bientôt réunir ces interlocuteurs. C'est elle qui aura à déchiffrer l'énigme allemande. — ROBERT LAMBEL.

L'INDÉPENDANCE ÉGYPTIENNE

Le 26 août a été solennellement signé, dans la salle de Locarno du Foreign Office, le traité anglo-égyptien. C'est une grande date et un grand acte, qui met fin à quinze années de difficultés, de tiraillements et parfois d'émeutes sanglantes. Lorsque l'Angleterre, en 1922, avait reconnu l'indépendance nominale de l'Égypte, elle avait formulé quatre réserves essentielles, relatives au maintien de l'ordre intérieur, à la défense des communications impériales, à la protection des étrangers et au condominium du Soudan. Mais les nationalistes avaient refusé de les accepter. Or, ils avaient dans le pays une majorité écrasante, qui s'affirmait triomphalement à chaque consultation électorale. Toutes les fois qu'un gouvernement nationaliste était au pouvoir, il se heurtait à l'Angleterre, et tout autre, plus conciliant, ne pouvait subsister qu'en mettant en sommeil les institutions parlementaires. A maintes reprises on avait tenté de sortir de cette impasse, mais les négociations avaient toujours échoué. Elles viennent enfin d'aboutir, grâce au large esprit de compré-

hension mutuelle dont ont fait preuve le gouvernement britannique et le président du Conseil égyptien, Nahas Pacha. Ce nouveau traité apporte des avantages aux deux parties, mais elle conserve la transaction. L'Angleterre retirera ses troupes du Caire et d'Alexandrie, mais elle conserve le droit de maintenir des effectifs dans la région d'Ismaïlia, pour la garde de l'isthme de Suez, et sur la frontière libyenne. Elle demeure au Soudan, mais les Égyptiens y reprendront dans la police et l'administration la place d'où ils avaient été évincés depuis les troubles de 1927. Un point capital est la suppression des capitulations, c'est-à-dire du régime d'exception pour les étrangers : toutefois, comme l'Angleterre n'est pas ici seule en cause, elle n'a pu prendre d'engagement formel et des pourparlers dévront être menés avec chaque puissance intéressée. Désormais l'Angleterre et l'Égypte sont deux pays amis et alliés, sur un pied d'égalité. Le haut commissaire britannique devient ambassadeur et l'Angleterre appuiera la candidature égyptienne à la Société des Nations.

LE REMANIEMENT MINISTÉRIEL EN ROUMANIE

C'est avec un certain étonnement qu'on a appris, le 29 août, que M. Tataresco, président du Conseil roumain, venait de démissionner afin de procéder à un remaniement de son ministère sur une base élargie. Mais la surprise a été plus grande encore lorsqu'on a su que ce remaniement consistait à peu près uniquement dans le remplacement de M. Titulesco, ministre des Affaires étrangères depuis 1932, par M. Antonesco. M. Titulesco avait en Roumanie des adversaires acharnés en la personne des extrémistes de droite, racistes et germanophiles. Lui-même avait plusieurs fois reproché au gouvernement la mollesse qu'il apportait à réprimer leurs sympathies. D'autres lui faisaient aussi grief de ses vives sympathies pour les Soviets. Son éviction quelque peu désinvolte — il villégiature actuellement en France, au Cap-d'Ail, et n'avait été informé de



M. Tataresco, président du Conseil roumain.



M. Antonesco, ministre des Affaires étrangères.

rien — est-elle due seulement à des querelles intérieures ou bien marque-t-elle un changement d'orientation dans la politique extérieure de la Roumanie ? M. Titulesco représentait la collaboration intime avec la France et la Société des Nations. M. Tataresco a toutefois affirmé que, sur le plan international, rien ne serait modifié.



Les insurgés montent à l'assaut de la colline où sont retranchés les gouvernementaux qui se rendent; au premier plan, un mort.

Les trois documents que nous publions ici sont particulièrement représentatifs de la guerre fratricide qui met à feu et à sang l'Espagne depuis six semaines. Au nord de Madrid, quelque part, sur le front de Somosierra, des gouvernementaux s'étaient retranchés, en petit nombre, à la crête d'une colline. Une charge d'insurgés les en délogea après une lutte dont les cadavres témoignent du caractère impitoyable. Faits prisonniers, les vaincus, désarmés et mains en l'air, sont emmenés — vers quel destin tragique ? La dispersion de ces combats localisés, la difficulté des déplacements à travers les campagnes expliquent combien sont rares d'aussi émouvants et irrécusables témoignages. — Photographies Keystone.



Après la prise de la colline, les prisonniers sont ramenés dans les lignes insurgées.

GUERRE D'ESPAGNE : UN COUP DE MAIN DES INSURGÉS SUR UNE POSITION GOUVERNEMENTALE DU FRONT DE SOMOSIERRA



En redescendant la colline, les insurgés ramenant leurs prisonniers passent devant les cadavres des leurs tombés en montant à l'assaut.

LA GUERRE FRATRICIDE

De l'Espagne en guerre civile nous sont arrivés chaque jour pendant six semaines des messages qui semblent annoncer la fin d'une civilisation. S'il s'agit là des « temps nouveaux » où doit se réaliser le bonheur des hommes, nous regretterons vite les vieux siècles à quoi nous devons le magnifique héritage que l'on voit se détruire aujourd'hui. Héritage de conscience et de culture, d'art et de spiritualité, transmission d'une génération à l'autre de ce grand espoir d'une humanité meilleure de ce grand espoir ordonné, compréhension plus fraternelle des hommes par les hommes, tout ce trésor d'esprit et d'âme, à l'enrichissement duquel tant d'élites ont prodigué leur effort et leur foi, a donné l'impression de s'anéantir et leur foi, a donné l'impression de s'anéantir et les contagions, la race qui se détruit n'est point seule en cause.

Dix-huit ans après la grande tuerie d'Europe, le cataclysme espagnol, dont nul n'osera dire qu'il se limite aux bornes d'un pays, dépasse la calamité morale des conflits entre les nations. La guerre en un seul mot, cette guerre dont tous les partis de tous les pays prétendent vouloir anéantir jusqu'au spectre, apparaît comme un drame atténué auprès des spectacles de barbarie que nous donne une moderne guerre civile.

La guerre tue les êtres. La guerre civile tue les âmes. Par le même sang qui se verse des deux côtés, elle se fait inexpiable. C'est elle le massacre dans le foyer. La guerre, quand elle n'est point fratricide, observe tout de même des lois, certaines lois universelles qui condamnent l'assassinat des non-combattants, en détail ou en masse, comme le meurtre, à froid, de l'ennemi désarmé. Même dans la sanglante démente, un reste de conscience veille. Dans la plus grande fureur des combats, on voit des gestes généreux,

chevaleresques. Le soldat qui consent son sacrifice relève son adversaire blessé. Et les plus fervents adeptes d'une réconciliation générale européenne, ceux qui furent les premiers à se tendre la main, ce sont les héros survivants de la dernière guerre.

Rien de tout cela ne se voit ni ne doit être espéré dans la guerre civile de 1936, celle qui se fait en Espagne avec tous les moyens que la science moderne a mis aux mains des hommes pour multiplier leur destruction. C'est une leçon terrible pour les peuples et qui vaut d'être entendue, car, si elle n'était pas comprise, c'est que nous en serions arrivés à cette échéance mystérieuse qui a marqué la fin des vieux mondes.

Ce qui fait la férocité des guerres civiles, c'est le déchaînement aveugle de la haine. Ici l'homme se situe au-dessous des fauves. Lisez ces

LE XIII^e SALON DE LA T. S. F.

lignes, tristement actuelles, du dernier livre (*Valeurs*) d'André Suarès : « Le tigre même, il déchire sa proie, il ne la hait pas. Il lutte pour son ventre : il ne hait pas. La haine est le propre de l'homme, la nature n'est haineuse que dans ce qui touche à l'homme : le chien peut haïr, le gorille haït, et on lui voit le rictus de la haine sur la gueule. »

« La loi de la nature, disait Paul Deschanel dans un discours du 4 juillet 1918, est l'extermination réciproque. Et c'était aussi la loi de l'humanité primitive. » Les horreurs d'Espagne ont fait redescendre les hommes à l'humanité primitive.

*
**

Sans doute une consternation universelle accueille les dépêches qui dénoncent les trésors d'art anéantis, les cathédrales bombardées, les vieux admirables monuments incendiés. Mais tout se révolte en nous quand nous apprenons les sacrifices d'otages et les massacres de prisonniers. Les exécutions sommaires ou ordonnées, plus encore que les combats, font la chronique de cette guerre civile. On compte, à l'heure présente, paraît-il, quelque 50.000 victimes, dont la minorité seule est morte en combattant. Représailles ! C'est le mot qui se répète dans toutes les informations de presse et même, hélas ! dans les communiqués officiels, hyperboliques et navrants, où s'outragent les adversaires. On imagine bien comment les choses se passent. Devant la menace des insurgés, les marxistes — on n'ose pas dire les « gouvernements », car, si le pouvoir est incapable d'empêcher certaines atrocités, on ne conçoit pas qu'il donne l'ordre de les commettre — réagissent par l'emprisonnement de tous les citadins ou de tous les villageois suspects de tiédeur révolutionnaire. Mais là, comme bien vous pensez, se donnent libre cours les plus bas instincts individuels, la délation, la haine, la rivalité locale, l'envie. Lorsque l'insurrection attaque une ville ou un village, c'est un signal de mort pour les otages et les suspects. Et quand la troupe victorieuse constate le massacre de ses partisans, parents, sympathisants, elle ne consent aucun quartier.

Nous ne rappellerons point ici, dans une halucinant et d'ailleurs trop incomplète énumération, tout ce que l'on a pu apprendre des fusillades et des mitraillades ni des autodafés d'êtres imbibés d'essence, spectacles qui font pâlir tous les brasiers humains de l'Inquisition.

Ce qu'il faut noter aujourd'hui, c'est que, tout de même, l'Europe, le monde commence à s'émouvoir. On sent obscurément déjà que l'union des peuples doit se faire contre la sauvagerie des meurtres. Au cours des entretiens pour un accord de neutralité, l'idée s'est répandue d'une autre entente que commanderait la solidarité humaine.

L'Uruguay a demandé que les nations américaines liées à l'Espagne par la fraternité du sang fissent concorder leurs efforts pour une médiation. Plus immédiatement et plus pratiquement réalisable apparaît sans doute la démarche dont la République Argentine a pris l'initiative à Madrid, en vue d'échange des « otages », c'est-à-dire des personnalités civiles gardées prisonnières dans les deux camps. Déjà, les représentants diplomatiques des puissances accréditées auprès du gouvernement espagnol avaient procédé à des échanges de vues sur les possibilités d'imposer un frein à la férocité de cette guerre et la question fait l'objet d'un examen attentif à Londres comme dans les autres capitales intéressées. Il est urgent que l'émotion soulevée dans le monde entier par le martyre des prisonniers et des otages s'affirme dans une condamnation énergique de ces pratiques affreuses. Sans quoi il n'y aurait plus de conscience dans le monde.

ALBÉRIC CAHUET.

Nos lecteurs trouveront plus loin (pages 18 à 25) des photographies sur les combats de Saint-Sébastien et d'Irun et sur le débarquement des gouvernements à Majorque, ainsi que le premier article de M. Pierre Ichac, envoyé spécial de L'Illustration dans la région de Séville.

Il y a treize ans, alors que la T. S. F. en était encore aux balbutiements du premier âge, *L'Illustration* du 3 mars 1923 publiait, sous la signature de M. Baudry de Saunier, une « Initiation à la T. S. F. » qui fit date. Quatre ans après, les progrès de la science hertzienne étaient tels qu'ils appelaient une étude complémentaire d'ordre éminemment pratique. Due à M. Edgar de Geoffroy, cette étude trouva sa place dans le numéro du 26 mars 1927. Solidement charpentée, elle traduisait, si l'on ose dire, le dernier état de la question.

Mais, depuis, que de changements sont encore intervenus ! En même temps que la technique s'affirmait, l'industrie de la T. S. F. s'organisait sur des bases rationnelles. Se développant à un rythme extraordinairement rapide, elle accumulait progrès sur progrès. Entre le récepteur de 1923 et le récepteur de 1936 la ressemblance est aussi lointaine qu'entre l'automobile des temps héroïques et la machine nerveuse, souple et de conduite facile d'aujourd'hui.

C'est pourquoi, au moment où se tient le XIII^e Salon de la T. S. F., une nouvelle mise au point ne nous paraît pas inutile. Laissant de côté les principes, lesquels sont naturellement invariables, celle-ci se bornera, dans le domaine des réalisations pratiques, à discerner les grands traits d'une évolution à tous égards remarquable.

DE L'AMATEUR A L'AUDITEUR

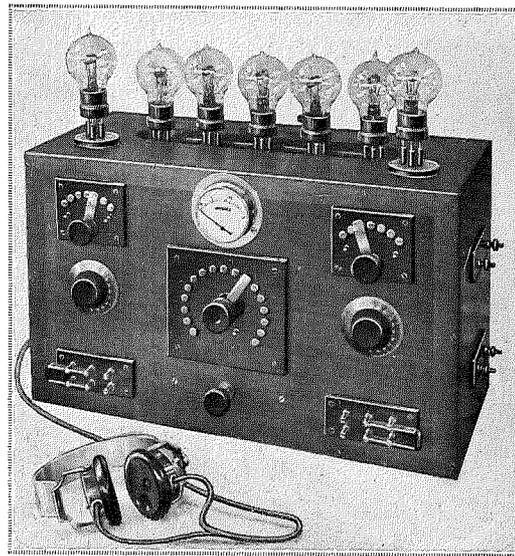
Une des caractéristiques les plus évidentes de cette évolution est la disparition progressive de l'amateur de T. S. F. et son remplacement par l'auditeur. Cette substitution, à elle seule, équivaut à une consécration. En effet, tant que la T. S. F. n'était pas classée parmi les techniques à rendement certain, elle apparaissait comme un jeu de passionnante curiosité, ressortissant aux amateurs d'électricité pratique, aux bricoleurs, en un mot. Ce fut le temps où l'industrie radioélectrique se cherchait encore et où florissait le commerce des pièces détachées. L'amateur achetait en un lieu un plateau d'ébène, en un autre des selfs, en un troisième des lampes et ainsi de suite. Et en lisant attentivement le schéma d'un montage publié par un organe spécialisé, il reconstituait le récepteur.

Ce temps n'est plus. L'amateur-constructeur a presque totalement disparu. A cet évanouissement deux raisons maîtresses s'imposent. La première est que les perfectionnements de la technique ont rendu plus malaisée la fabrication individuelle. La seconde réside en ce fait que, en corrélation avec les perfectionnements, l'industrie radioélectrique est parvenue à un point d'organisation tel que l'achat de pièces détachées par un amateur et leur montage ne sont plus une opération économique.

Ainsi donc, de ce point de vue psychologique, auquel nous croyons devoir concéder une certaine importance, l'évolution de la T. S. F. se subdiviserait en deux périodes principales : l'une, période de prématurité, au cours de laquelle l'appareil récepteur est considéré comme un jouet sur lequel quiconque possède des rudiments d'électricité peut d'autant mieux exercer ses talents que l'industrie de fabrication en est encore à ses débuts ; l'autre, période de maturité, dès la naissance de laquelle l'amateur comprend que ses moyens sont dépassés par une technique mise au point et qu'il lui faut faire place à l'auditeur. A ce dernier stade correspond évidemment la consécration d'une industrie puissante et outillée selon les données les plus modernes.

LES RÉCEPTEURS A LA CHAÎNE

Autant on conçoit bien certaines fabrications effectuées selon la formule de « la chaîne », en raison soit du volume de leur débit, soit de leur volume propre, autant on conçoit mal que certaines autres fabrications puissent être semblablement exécutées. Une automobile fabriquée à la chaîne ne surprend plus. Un récepteur de T. S. F., tributaire de cette loi de spécialisation, étonne encore. Et, cependant, comment ne pas voir là une autre caractéristique de cette progression organisatrice de l'industrie radioélec-



Un appareil radiorecepteur en 1923.

D'une grande complexité de réglage, cet appareil représentait à l'époque le progrès le plus récent permis par la science hertzienne. Seuls des amateurs éclairés étaient susceptibles d'en obtenir un rendement d'une qualité du reste très approximative tant du point de vue de la sélectivité que de celui de la sensibilité.

trique ? A la période de l'amateur-bricoleur correspondait celle du fabricant-monteur. Celui-ci apparaissait en quelque sorte, dans la majorité des cas, comme un bricoleur supérieur. Selon des schémas qu'il créait, il montait des appareils qu'il ne fabriquait pas, achetant de droite et de gauche les pièces détachées.

Mais, ce faisant, il maintenait — bien contre son gré — des prix relativement élevés et des conditions de fabrication parfois inférieures. Son autonomie industrielle n'était pas assurée. Tributaire de ses fournisseurs, il ne lui était pas permis d'engager une politique de fabrication, génératrice de progrès. En outre, du fait même de cette absence d'organisation, les constructeurs pullulaient. A dire vrai, la T. S. F. manquait d'idées générales.

Il est peut-être prématuré de tenter de déterminer quelle fut la cause fondamentale de l'évolution de l'industrie radioélectrique, évolution qui coïncide du reste avec celle de la technique. Néanmoins, des essais d'appréciation peuvent être tentés.

L'initiative de ce mouvement semble appartenir aux Etats-Unis. Quand une fabrication nouvelle prend ses risques, l'inspiration de ceux-ci est presque toujours américaine. Et cela se comprend aisément : d'abord la puissance d'allant de la race, puis les facilités de crédit



Un radiorecepteur en 1936.

La simplicité de réglage de cet appareil est manifeste. Trois boutons seulement sont à manipuler : un assurant le réglage de puissance, un second permettant la sélection des stations et le troisième faisant fonction de combinatoire d'ondes. Soixante-seize noms de stations figurent sur le cadran lumineux.